

4 Économie

Signature du nouveau Cadre de programmation pays entre la FAO et le Gabon pour la période 2017-2022

4,5 milliards de francs pour assurer le développement durable de la production agricole

Willy NDONG

Libreville/Gabon

LE représentant de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) au Gabon et coordonnateur du Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale, Hélder Muteia, a récemment signé avec le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, chargé de la mise en œuvre du programme Graine, Yves Fernand Manfoumbi, le nouveau Cadre de programmation-pays (CPP)

pour la période 2017-2022. Celui-ci doit succéder à celui qui avait été exécuté pendant la période 2012-2016.

Selon les experts des deux parties, son évaluation a montré les acquis tangibles qui ont été réalisés, mais aussi les problèmes persistants auxquels il conviendrait de s'attaquer pour assurer un développement durable de la production agricole et de la promotion de la Sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le nouveau Cadre de programmation-pays 2017-2022 est le fruit d'une



Photo : R.H.A

Le nouveau Cadre de programmation pays vise à assurer un développement durable de la production agricole.

concertation multisectorielle. Son élaboration a mobilisé l'expertise nationale, regroupée au sein de l'équipe de formulation, des représentants des par-

tenaires techniques et financiers, particulièrement ceux des agences des Nations unies, de la société civile et des organisations des producteurs et du sec-

teur privé.

Ce CPP comporte des actions dans tous les domaines des sous-secteurs du développement agricole et rural, et s'articule autour de trois domaines prioritaires : le renforcement de la gouvernance institutionnelle et des capacités nationales, la gestion durable des ressources naturelles et le développement des chaînes de valeurs durables dans l'agriculture, l'élevage, la forêt, la pêche et l'aquaculture. Ces domaines prioritaires sont alignés sur les orientations du Plan stratégique

Gabon émergent, et sont en lien étroit avec le plan cadre des Nations unies pour l'aide au développement et le cadre stratégique de la FAO.

En outre, le nouveau cadre de coopération signé entre la FAO et le Gabon pour la période 2017-2022 prévoit un financement global de 7,5 millions de dollars (4,5 milliards de francs) sur lequel 716 000 dollars sont déjà disponibles.

Le solde sera à mobiliser, de façon conjointe par la FAO et le gouvernement, pour un montant de 6 784 000 dollars.

Rotary/ Conférence-débat sur la fraude interne

Lutter contre cette " menace fantôme "

F.B.E.M

Libreville/Gabon

COMMENT limiter les fraudes en entreprise ou au sein d'une institution dont on a la charge ? C'est à cette question que les participants à la conférence-débat de jeudi dernier, à l'immeuble LBS de Libreville (ex-Gabon Mining), ont souhaité avoir une réponse. La rencontre organisée par

les Rotary clubs Libreville-Mondah et Casablanca Atlantique, était animée par le Marocain Mohsin Berrada, auditeur, investigateur et homme d'expérience dans la lutte contre les fraudes internes.

Côté participants, l'on a compté la présence de nombreux patrons d'entreprises, d'auditeurs, comme de hauts responsables des secteurs public et privé.

Pendant un peu plus de deux heures, tous ont été



Photo : F.B.E.M

Le conférencier Mohsin Berrada.

édifiés sur le prototype du fraudeur, les signes d'alerte d'une fraude interne, comme les enjeux de cette "menace fantôme".

Le conférencier a aussi dévoilé plusieurs modes opératoires élucidés au cours de ses investigations. Ceci, « afin que le séminariste puisse mettre en place des barrières, renforcer le dispositif de contrôle, pour diminuer les cas de fraudes en entreprises ». Car, "le risque zéro n'existe pas", a expli-

qué Mohsin Berrada. Et de rappeler qu'en Afrique, comme ailleurs, les fraudes sont de plus en plus sophistiquées, et les cas toujours plus nombreux. Du détournement d'actif à la corruption, en passant par la cybercriminalité, la fraude à la carte bancaire, la fraude au Curriculum vitae (CV) et au diplôme, les salaires fictifs ou fantômes, etc. « Les enquêtes mondiales nous disent que la fraude équivaut à près de 5% du

chiffre d'affaires d'une entreprise...L'enjeu de la fraude interne aujourd'hui, c'est que si on ne met pas des garde-fous, c'est pratiquement l'entreprise qui peut disparaître. Il faut donc, pour le top management, renforcer le contrôle interne pour parer à ce risque », a réitéré le conférencier.

Et, pour les administrations qui se croiraient à l'abri de la fraude, l'investigateur avise : « Cela n'arrive pas qu'aux autres. »

Projet de construction des prisons dans les chefs-lieux de provinces du Gabon

363 hectares remis à l'administration pénitentiaire

AEE

Libreville/Gabon

LE vice-Premier ministre chargé de l'Urbanisme, de l'Habitat social et du Logement, Bruno Ben Moubamba était vendredi dernier au commandement en chef de la Sécurité pénitentiaire, pour la cérémonie officielle de remise, au ministère de la Justice, Garde des sceaux, chargé des Droits humains, des attestations d'attribution des sites au bénéfice de la Sécurité pénitentiaire. C'est le premier responsable dudit département ministériel, Alexis Boutamba, qui a

reçu les documents, avant des les transmettre au commandant en chef de la Sécurité pénitentiaire, le général de brigade Paul Ossiya. Sur les sites octroyés, seront construits de nouvelles unités carcérales et des logements affectés aux agents de ce corps.

Selon le directeur général du Centre technique de l'habitat (CTH), Raphaël Ofourougou, neuf sites d'une superficie globale de 363,47 hectares, répartis dans les chefs-lieux de provinces, ont été ainsi attribués. « C'est la matérialisation d'une collaboration de quatre mois, débutée en février 2017, par la sollicitation du commandement en chef, pour une mise



Photo : AEE

Alexis Boutamba Mbina (d) recevant des mains de Bruno Ben Moubamba, le document attribuant les sites à la sécurité pénitentiaire.

à disposition à l'administration pénitentiaire des sites, afin de pallier les impératifs

des réformes, de modernisation de ladite administration, du redimensionnement et du

redéploiement des unités et des effectifs sur toute l'étendue du territoire national, précisément dans les chefs-lieux de provinces », a indiqué Raphaël Ofourougou.

Le ministre de la Justice a remercié les responsables de l'Habitat, qui ont posé un acte allant dans le sens de la mise en œuvre du projet de société du président de la République, inscrit dans le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE). Car, l'une des recommandations de ce dernier est l'humanisation des prisons. Ainsi, ces parcelles permettront la construction de nouvelles prisons modernes, soit une de 2 000 places à Nkoltang, dans l'Estuaire, et huit au-

tres de 500 places dans les autres chefs-lieux de provinces.

« Tout cela vise à faire face à l'augmentation de la population carcérale nationale, dont le nombre augmente chaque année », a rappelé M. Boutamba Mbina.

Avant de remettre symboliquement les documents, le vice-Premier ministre a indiqué que ce geste s'inscrit dans la politique de synergie existant entre les différents départements ministériels. « L'habitat n'a fait qu'apporter sa contribution, et cela est aussi la matérialisation de l'égalité des chances prônée par Ali Bongo Ondimba », a souligné Bruno Ben Moubamba.

CHANGEMENTS

COURS INDICATIFS DES DEVICES EN DATE DU 22/05/2017

Union Gabonaise de Banque

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957
USD	1,1179	1USD =	586,776	1 USD	604,379
CAD	1,5169	1CAD =	432,433	1 CAD	445,406
JPY	123,3500	1JPY =	5,275	100 JPY	5,433
GBP	0,8591	1GBP =	763,558	1 GBP	786,464
CHF	1,0921	1CHF =	600,638	100 CHF	618,66
ZAR	14,8274	1ZAR =	44,240	100 ZAR	45,57
MAD	10,9272	1MAD =	60,030	1 MAD	63,38
CNY	7,7015	1CNY =	85,173	1CNY	87,73
KES	114,8000	1KES =	5,714	1KES	5,89

INDICES BOURSISERS		
	en date du	
CAC 40	22/05/2017	5 324,24
DOW JONES	22/05/2017	20 781,35
BRENT (IPE) US Dollars/Baril		
22 Mai 2017: 53,68		